

Interview de Leo Tindemans: le Royaume-Uni et l'Europe (Bruxelles, 24 février 2006)

Source: Interview de Leo Tindemans / LEO TINDEMANS, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 24.02.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:12, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_leo_tindemans_le_royaume_uni_et_l_europe_bruelles_24_fevrier_2006-fr-93aaef66-ae41-4f56-a5b1-3b446027262a.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Leo Tindemans: le Royaume-Uni et l'Europe (Bruxelles, 24 février 2006)

[Étienne Deschamps] Nous avons parlé tout à l'heure d'Harold Wilson, quelle était la position de vos interlocuteurs britanniques sur ces questions?

[Leo Tindemans] Oui, je crois que cette histoire est assez connue. L'attitude dans cette question adoptée par madame Thatcher était... comment dois-je dire... une position d'attaque. Donc, si elle n'obtenait pas satisfaction pour la question budgétaire, donc la position de la Grande-Bretagne dans la politique budgétaire, elle menaçait d'invoquer ce qu'elle appelait le compromis de Luxembourg – ce qui n'était pas un compromis entre parenthèses, enfin, le compromis de Luxembourg – et dire qu'il s'agissait pour elle – la politique agricole, les prix des produits agricoles – qu'il s'agissait d'une question vitale pour laquelle elle avait le droit donc de s'opposer. Ça c'était son attitude. Alors, on a très bien travaillé, on n'y croyait pas, on a dit non. J'assistai à la réunion où l'Angleterre – c'était à Stuttgart, je crois – avait obtenu une diminution temporaire, temporaire de sa quote-part je dirais dans le budget, en disant: «Voilà, une période limitée pendant laquelle on pourrait adopter des mesures moins dures pour la Grande-Bretagne.» Et finalement, quand cette période était passée, elle ne voulait pas, donc, écouter ses autres partenaires. Et nous avons travaillé ensemble, le président de la Commission, monsieur Gaston Thorn, le secrétaire général, monsieur Noël, Émile Noël, le ministre français de l'Agriculture, madame Cresson, Édith Cresson et la Belgique, le secrétaire d'État à l'Agriculture, monsieur de Keersmaecker et moi-même. Et nous avons trouvé une formule, à un moment donné, on disait: «Comme rien ne s'oppose à ce que..., c'est approuvé.» Et madame Thatcher était surprise, parce qu'aucun membre n'avait bougé, n'avait dit quelque chose et la majorité nécessaire était là pour approuver ces mesures. Elle était furieuse, mais c'était réglé. Et donc cette coopération entre les institutions – attitudes orthodoxes, mais refusées jusque là par madame Thatcher –, les institutions, Émile Noël, Gaston Thorn, la France, madame Cresson et la présidence de la Belgique ont coopéré pour sauver les meubles. Et je me suis réjoui donc de cette possibilité de s'entendre et de coopérer.

[Étienne Deschamps] Et par rapport à ces positions de blocage britannique, est-ce que tous les partenaires européens étaient sur la même longueur d'onde? Parce que certains avaient été plus ou moins favorables à l'entrée du Royaume-Uni dans les Communautés. Bon, les Français, en particulier, avaient longtemps marqué leur opposition, les Belges, les Luxembourgeois, les Néerlandais avaient, au contraire, été plutôt favorables. Quand les problèmes commencent à se poser au début des années 1970, est-ce qu'il y a là un front commun des partenaires européens ou on sent, au contraire, des divergences par rapport aux Britanniques qui peuvent, précisément, exploiter ces différences?

[Leo Tindemans] Ici, nous entrons dans un secteur extrêmement délicat, difficile à expliquer. Dans la vie c'est comme ça, dans vos relations personnelles avec vos amis, ou professionnelles ou collègues où vous travaillez et que sais-je, enfin, faut-il avoir un accord explicite avant de pouvoir changer les choses, avant de pouvoir dire: «Voilà ce qui a été décidé» ou bien pouvez-vous compter sur l'influence du temps? «Il faut donner le temps au temps», disait François Mitterrand, je crois. C'est extrêmement difficile. Donc, l'Angleterre avait une position anti-communautaire, disons-le comme cela. C'était son droit, mais enfin, désirant faire partie quand même de l'Union, mais pas pour toutes les institutions ou toutes les nuances, etc. Que faire? Et les uns, en disant: «Ça ne va pas, donc, non», mais ça voulait dire, en excluant la Grande-Bretagne, ça pose évidemment des problèmes, il y a des pays qui ont des relations, prenons le Danemark, même le Portugal, etc., l'Angleterre était un partenaire depuis toujours, disons, pour beaucoup de raisons. Ou même des pays qui n'aimaient pas blesser ou mécontenter la Grande-Bretagne, l'Allemagne par exemple, enfin, etc., dans les conditions que nous connaissons. Et donc, que faire? Et il y avait la théorie: «Non, ils acceptent ou ils refusent, ils sont membres ou ils ne le sont pas». Sans pitié, mais enfin, ça c'est clair. C'est comme ça qu'il faut travailler. Ou bien, en disant: «Mais vous allez voir, ils doivent s'adapter, ils ne connaissent pas l'esprit qui règne et vous allez voir dans peu de temps, dans deux ans, dans trois ans, dans cinq ans, ils accepteront tout. Ils sont comme ça les Britanniques et quand ça commence, ils sont contre, mais quand ils voient que ça marche, ils sautent sur le train, ils ne veulent pas le rater.» Et donc, que faire? Qui aura raison finalement? C'est vrai que ce qu'ils ont accepté, ils l'exécutent, ils sont plus fidèles parfois ou plus orthodoxes que les autres. Quand eux acceptent une décision, ils l'exécutent. Tandis que chez nous, la Belgique est parfois le dernier pays à l'exécuter, cela est aussi dû à la complexité de sa construction, mais enfin, vous comprenez ce que je veux dire. Eh bien, peut-on donner confiance, en disant:

«Vous allez voir, tout cela va se régler» ou bien faut-il dire: «Ça ne va jamais se régler»?